Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 23 (2011)
Heft: 91

Artikel: "Ils sont débordés par leur succès"
Autor: Schipper, Ori / Tejel, Jordi
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-553110

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

« Ils sont **débordés** par leur **succès** »

Des bouleversements politiques sont en train de chambouler l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. Un processus dans lequel les minorités religieuses et politiques jouent un rôle moins important que par le passé, affirme Jordi Tejel, historien.

Par Ori Schipper. Photo: Christian Brun

Jordi Tejel, votre recherche porte sur les crises d'Etat des soixante dernières années au Proche-Orient. Les événements du Printemps arabe vous ont-ils surpris ?

Oui et non. D'un côté, il fallait s'attendre à des changements profonds, étant donné la gravité des problèmes économiques et sociaux qu'affrontaient de nombreux Etats du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. Quand la jeunesse grandit sans perspectives de travail et d'avenir, cela finit tôt ou tard par exploser. D'un autre côté, nous avons tous été surpris par le moment, et surtout par la dynamique de ces bouleversements. En Tunisie et en Egypte, il a suffi de quelques semaines pour que les dirigeants démissionnent, alors que pendant des décennies, ils avaient présidé de manière autoritaire à la destinée de leur pays et réussi à étouffer les protestations.

Pourquoi les choses ont-elles démarré en Tunisie ?

Les syndicats y sont plus offensifs que dans les autres pays arabes. Grâce à eux, les mouvements de masse dirigés contre Ben Ali ont rapidement atteint une taille critique.

Et ensuite, l'étincelle s'est propagée aux autres Etats ?

Oui. Mais je n'aime pas le terme de « contagion », souvent utilisé dans ce contexte. Il donne l'impression que la situation était analogue dans les pays environnants, et que cette révolution s'est propagée comme un virus. Pour commencer, je ne considère pas comme une maladie le désir de liberté qui s'est exprimé au travers du Printemps arabe. Ensuite, les révoltes diffèrent d'un pays à l'autre, en vertu de leurs antécédents respectifs. Contrairement au chef d'Etat égyptien, Hosni Moubarak, le président syrien Bachar el-Assad a clairement signalé qu'il ne démissionnerait pas, et imprimé une autre dynamique aux événements. En Syrie, les trois groupuscules d'opposition qui se sont soulevés contre le régime, indépendamment les uns des autres, ne se sont retrouvés pour définir des revendications communes que lorsqu'ils ont constaté qu'ils n'avançaient pas. Dans le cas de la Tunisie et de l'Egypte, les protestataires ont été débordés par leur succès.

Les minorités ethniques et religieuses sont au cœur de vos analyses. Quel rôle ont-elles joué dans ces bouleversements ?

Le Printemps arabe n'est pas parti de certaines minorités, il a été porté par le gros de la population. Plusieurs raisons expliquent le comportement relativement passif des minorités. Les coptes, par exemple, qui forment une minorité chrétienne en Egypte, ont hésité à participer au soulèvement, car ils craignaient de voir les islamistes prendre le pouvoir après les révoltes – ce qui, soit dit en passant, peut encore arriver. En Syrie, en revanche, ce sont les Kurdes qui restent en retrait,

bien que leurs partis politiques soient beaucoup mieux organisés que les groupuscules d'opposition. Mais les Kurdes ne veulent plus être au devant de la contestation, de peur d'être accusés de porter atteinte à la sacro-sainte unité nationale. Ils ont déjà vécu cette situation en 2004, lorsque l'armée et la police ont écrasé leur soulèvement en quelques jours.

Qu'entendez-vous par « sacro-sainte unité » ?

Au Proche-Orient, la plupart des Etats-nations actuels se sont constitués après la Première Guerre mondiale, lorsque l'Empire ottoman s'est disloqué. Ce dernier formait un Etat multiethnique, où la foi musulmane représentait l'élément unificateur. Les Ottomans ne connaissaient donc pas de minorités ethniques, mais seulement des minorités religieuses. Les Kurdes, par exemple, se considéraient comme partie intégrante de la majorité musulmane. Mais au sein des nouveaux Etats, l'islam n'a plus été considéré que comme un trait d'union entre les divers peuples. Les citoyens se devaient d'être Turcs ou Arabes, même s'ils appartenaient à une minorité, comme les Kurdes. Par ailleurs, au fur et à mesure que le pouvoir se modernisait et se centralisait, les minorités de ces nouveaux Etats ont perdu l'autonomie relative dont elles jouissaient au sein de l'Empire ottoman.

D'où venait le nationalisme des fondateurs de ces Etats ?

L'Europe a eu une grande influence sur les mouvements autonomistes au Proche-Orient. D'une part, les puissances coloniales européennes voulaient empêcher par tous les moyens l'émergence d'Etats-nations indépendants. Les Britanniques, par exemple, ont soutenu certains clans ruraux pour diviser la population et créer une opposition aux forces nationalistes établies dans les villes. D'autre part, l'élite urbaine d'Orient, à cette époque, était très imprégnée d'Occident. Nombre de ses représentants avaient étudié en Europe et voulaient moderniser leur pays, qu'ils considéraient comme rétrograde, en s'inspirant du modèle européen.

Dans quelle mesure les mouvements d'indépendance des minorités au Proche-Orient diffèrent-ils de ceux qui existent en Europe ?

Fondamentalement, l'enjeu est le même : il s'agit du droit des peuples à l'autodétermination. Certains politologues soulignent l'illégitimité, au Proche-Orient, de la constitution des Etats et de leurs dirigeants, pour affirmer que la comparaison avec les pays européens ne tient que partiellement. Leurs arguments ne me convainquent pas. Les frontières entre l'Irak et la Syrie, par exemple, ont certes été tracées de manière arbitraire par les Anglais et les Français, sans que la population locale ait été consultée. Elles ont pourtant une signification dans la tête des gens : de nombreux Irakiens sont fiers de leur pays. Quant aux chefs d'Etat, considérés – à juste titre – comme illégitimes, s'ils maintiennent leur domination, ce n'est pas seulement grâce à un appareil de répression, mais aussi parce qu'ils peuvent compter sur la loyauté d'une partie de la population.

> « Avec la modernisation des nouveaux Etats, les minorités ont perdu leur autonomie. »

De nombreux partis de minorités – comme le PKK des Kurdes ou l'ETA des Basques – se situent à l'extrême gauche du champ politique. Pourquoi ?

Les Etats-nations laissent rarement une liberté d'action aux minorités et répriment leur autonomie pour renforcer l'unité nationale. Par son ambition universelle, l'union des travailleurs de tous les pays, le communisme, offrait un modèle plus généreux pour les minorités. Les communistes irakiens et syriens promirent ainsi aux Kurdes la reconnaissance de leurs droits culturels, voire politiques dans le cas irakien.

Pourquoi les Kurdes n'ont-ils pas réussi à fonder leur propre Etat, à l'instar des Turcs ou des Irakiens ?

Entre autres parce qu'ils ont été trompés. Mustafa Kemal, rebaptisé Atatürk – le Turc-Père ou « Père des Turcs » – par la suite, avait entamé sa lutte de résistance contre les occupants avec des tribus kurdes armées. Il en appelait à la foi commune et au lien historique qui unissait Turcs et Kurdes. Il promettait à ces derniers l'autonomie, s'ils l'épaulaient dans sa lutte contre les puissances européennes. Tout cela est documenté par écrit. Mais une fois la guerre terminée, Mustafa Kemal a rompu son engagement. Les Anglais ont eux aussi promis aux Kurdes une autonomie en Irak, une promesse qui n'a jamais été tenue.

Les Kurdes ont-ils raté une chance historique ?

Oui, en quelque sorte. Maintenant, leur population est éclatée sur quatre Etats : l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie. Il serait très difficile de convaincre tous ces pays d'accepter une scission. Entre-temps, les références culturelles de ces populations ont changé, elles aussi. Aujourd'hui, par exemple, le cœur d'un Kurde en Turquie bat pour l'équipe nationale turque de football. Même les dialectes ont évolué différemment. Toutefois, l'idée d'une identité kurde commune, en dépit des frontières politiques les divisant, subsiste encore.

Quelle est la raison de votre intérêt pour les conflits de minorités ?

Leur rôle dans la constitution des Etats-nations n'est encore guère analysé. Il y a cinquante ans, l'intérêt des historiens se concentrait surtout sur les Etats et leurs élites. C'est plus tard, seulement, qu'ils se sont intéressés à la société et aux formes de résistance quotidienne. Enfin, en tant que Catalan, je suis probablement plus sensible aux conflits de minorités. ■

Jordi Tejel

Jordi Tejel est professeur boursier du FNS. Il enseigne au Département d'histoire internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), à Genève. Dans le cadre de son projet de recherche, il étudie les interactions entre les minorités ethniques ou religieuses et le pouvoir, d'une part, et entre les minorités et les autres mouvements.